

# La voix de l'opposition de gauche

**Le 11 août 2018**

Pour la première fois depuis 22 ans, cela fait deux semaines que le ciel est couvert et qu'il pleut par intermittence entre deux rayons de soleil ou la nuit. La température est tout de même remontée hier à 41°C à l'ombre.

En attendant le cocktail chaleur et pluie enchante la nature qui explose, les arbres poussent à vue d'oeil. En décembre dernier, en pleine mousson, j'avais mesuré jusqu'à une progression de 20 cm en un mois. Un jour tu te cognes la tête contre une branche, et quelques semaines plus tard tu passes en dessous ! C'est merveilleux, dommage que les hommes ne progressent pas aussi vite !

Je n'y connais rien en arboriculture et j'hésite à les tailler. A force de les voir prendre de la hauteur, je me demande comment je vais faire pour aller cueillir les oranges, mandarines, mangues, etc. Et puis si on en reçoit une sur la tête, j'ai pesé une mangue qui faisait 750 grammes, et je ne parle pas des noix de coco, comme quoi même en paix on vit dangereusement.

Allez on se détend un instant avant de partir au front ! Je ne vous dis plus bon week-end parce qu'ici on ignore ce que cela veut dire...

## **CAUSERIE ET INFOS**

- [Causerie au format pdf \(pages\)](#)

**Le mot du jour** : Le crime de penser n'entraîne pas la mort. Le crime de penser est la mort. (George Orwell, 1984)

Une variante de mon cru : Quand on en vient à oublier que la vie qu'on subit ne correspond pas à celle qu'on aurait voulu avoir, on est déjà mort.

A moins que vous préféreriez celui-là : On ne naît pas homme, on le devient. (Érasme)

On aura vécu dans une société en guerre pendant un quart de siècle depuis le démantèlement de la Yougoslavie par l'Otan jusqu'à l'agression de la Syrie, sans que cela n'affecte outre mesure notre mode de vie en occident, quel bonheur tout de même ! Quant à notre mode de pensée, je n'en dirais pas autant, quel malheur ! Après avoir supporté le pire, la guerre, on est en droit de s'attendre au pire, non ?

- Dans un monde hyper médiatisé, à une époque où l'information et la désinformation circulent à la vitesse de la lumière, avec l'omniprésence des médias sociaux et la multiplication des médias alternatifs, on pourrait espérer avoir accès à une diversité d'opinions et à des échanges enrichissants. Tout comme la peur de l'Autre qui mène rapidement à l'intolérance, à la xénophobie et au racisme, la peur du discours de l'Autre engendre l'intolérance et la censure. Ce qu'on nous dit c'est : ne sois pas différent, ne pense pas différemment et tout ira bien. (Claude Jacqueline Herdhuin, journaliste canadienne)

Les réflexions que cela m'a inspirées.

Le mouvement est inhérent à la matière, aux différents éléments qui la composent, ils sont indissociables...

Jadis, si les hommes ne s'étaient pas livrés à une observation rigoureuse de leur environnement, ils n'auraient sans doute jamais évolué...

Au départ, au stade élémentaire, ils ont procédé à des distinctions ou différenciations, divisions, comparaisons... Constatant que les mêmes causes engendraient les mêmes effets, ils se mirent à les reproduire et à les théoriser, c'est ainsi que l'esprit scientifique naquit ou les bases élémentaires de la logique.

Le mimétisme est un acte primaire inconscient à relier à l'instinct de survie de l'animal.

Cela ne signifiait pas pour autant qu'ils auraient saisi ce qui était à l'origine de ces causes qu'il mettra des dizaines de milliers d'années à pénétrer sans toutefois parvenir à la découvrir jusqu'à nos jours, puisque les hommes demeurent toujours ignorant du processus dialectique qui est à l'origine de la transformation, de l'évolution de la matière, de la nature, de l'homme, de la société, d'où ses superstitions, ses religions, ses illusions.

De nos jours, l'homme accède par mimétisme à travers son éducation à un niveau élémentaire de conscience qui varie en fonction des conditions qu'il a trouvées à sa naissance sans en avoir conscience, et c'est tout aussi inconsciemment que sa conscience va se développer jusqu'à un certain niveau en fonction de ses expériences et des interprétations qu'il en aura faites, pour ensuite stagner ou progresser péniblement sans parvenir à percer ce qui demeurera pour lui un mystère, pour enfin être voué à régresser pour ne pas être parvenu à élever sa conscience à un niveau supérieur et disparaître comme il était venu, un bien triste destin.

Il suffit d'observer comment les hommes se sont jetés aveuglément sur la religion, le sport, le cinéma, la télévision, Facebook et Twitter notamment, pour en avoir confirmation...

**Une internaute** - "L'humanité est présente en chacun de nous, mais seulement à l'état de germe, et la plupart du temps ce germe n'éclot pas vraiment ou bien végète difficilement et nous ne valons alors guère mieux que nos frères animaux mais avec une puissance technique dangereusement supérieure."

- "En rejoignant la CDU et la CSU dans une nouvelle « grande coalition » malgré le désastre pour les trois partis (qui formaient déjà la « grande coalition » précédente) à l'élection de 2017, le SPD n'a pas seulement aidé à former le gouvernement le plus à droite depuis la fondation de la République fédérale allemande après la Deuxième Guerre mondiale, il a encore fait de l'AfD (extrême droite - ndlr), qui n'a obtenu que 12,6 pour cent des voix, l'opposition officielle. "(Ulrich Rippert, wsws.org) En France, la social-démocratie dégénérée a fait mieux en réussissant à porter l'extrême droite la plus débile de l'Europe à près de 20%... et à engendrer Macron !

### **En famille LFI, LR, PS, PCF, Génération.s.**

- Jean-Luc Mélenchon invite des députés de toutes les oppositions à son université d'été (sauf le RN) - Le HuffPost9 août 2018

Le Leader de la France Insoumise va organiser son université d'été à Marseille les 24,25 et 26 août prochain. Mais, fait étonnant, il a cette fois-ci décidé d'inviter pour l'occasion des députés d'autres partis et de différents horizons politiques. LR, PS, PCF, Génération.s (mouvement de Benoît Hamon) seront de la partie, révèle Le Figaro ce mercredi 8 août.

Les députés LR Marianne Dubois (Loiret) et Olivier Marleix (Eure-et-Loire) vont ainsi participer à une table ronde sur la défense et la vente par l'Etat du groupe Alstom. Le député LR a par ailleurs assuré au Figaro que cette rencontre "n'est pas la convergence des luttes".

La députée LREM de la Manche Sonia Krimi, qui avait également accepté l'invitation, a finalement préféré se désister. Le HuffPost 9 août 2018

Domage pour l'union nationale, mais c'est l'intention qui compte et qu'on retiendra... Vous vous imaginez débattre de quoi que ce soit avec des membres du parti de Sarkozy, quel délire, LFI mérite la palme du populisme !

### **Totalitarisme. Délation, autodafé, censure, interdiction...**

- Faut-il interdire les cartes postales sexy ? - Capital 09.08

Faut-il interdire les défilés de mode, le festival de Cannes, toutes les médias, les chaînes de télévisions, les magazines, portails ou blogs ou figurent des Barbies à moitié dénudées ? Vous me direz que ce ne serait pas une grosse perte, c'est sûr !

Après la censure de peintures du XVIIe siècle (exposition en Belgique), les cartes postales. Les affiches, livres, disques, etc. suivront... Effacer le passé, le réécrire (ainsi que le présent) en permanence pour qu'il concorde avec l'idéologie officielle du moment, de sorte qu'on croit qu'elle a toujours existé ou qu'elle n'a jamais connu de concurrents, afin que chacun l'adopte ou s'y conforme, et condamne tout autre interprétation jugée comme farfelue, déviante ou perverse.

Ils s'attaquent aux préjugés archaïques parce qu'ils savent que cela divise, déchire et affaiblit toutes les classes, pendant ce temps-là ils gouvernent tranquillement...

### **Le vieux monde. Un partisan de Macron déboussolé. (Abonné au Point)**

- "Entre les affairistes avides d'argent, les transfuges politiques à l'ambition personnel démesurée, les conseillers de l'ombre qui se réunissent en secret, les conseillers "barbouzes " prêts à tout pour plaire au maître, les ministres au courant de rien et brusquement amnésiques, et les serviteurs hauts fonctionnaires qui couvrent le pouvoir macronien, il y a de quoi avoir la nausée. (...)

Le nouveau monde de Macron n'est plus qu'un ramassis de vieilles combines et de grosses ficelles."

LVOG - Vous vouliez dire sans doute un ramassis de médiocres, serviles, prostituées, corrompus, pourris... C'est ce qui caractérise généralement la fin d'un régime.

### **Et en plus ils sont corrompus.**

- Plainte complémentaire d'Anticor contre le numéro deux de l'Élysée - AFP 9 août 2018

L'association Anticor a déposé mercredi une plainte complémentaire pour "prise illégale d'intérêt" contre le secrétaire général de l'Élysée, Alexis Kohler, dont Mediapart a révélé lundi qu'il avait approuvé, comme haut-fonctionnaire, des contrats concernant l'armateur MSC, fondé et dirigée par des cousins de sa mère.

L'association anticorruption avait déposé fin mai une plainte initiale auprès du PNF (parquet national financier) contre le bras droit d'Emmanuel Macron pour "prise illégale d'intérêt", "trafic d'influence" et "corruption passive" après des premières révélations du site d'information. Ces révélations avaient déclenché l'ouverture d'une enquête judiciaire.

Anticor dénonçait alors la présence de M. Kohler comme représentant de l'État à partir de 2010 au conseil d'administration de STX France (chantiers navals de Saint-Nazaire), dont MSC était le

principal client, sans faire état de ses liens familiaux avec l'armateur, dont il était devenu en octobre 2017 directeur financier de la filiale croisières. AFP 9 août 2018

## **En complément**

### **Recyclage en famille.**

- Onu: Droits de l'homme. Bachelet appelée à succéder à Zeid - Reuters 09.08

Le secrétaire général de l'Onu, Antonio Guterres, a choisi l'ancienne présidente socialiste chilienne... Reuters 09.08

### **Décodex, Bellingcat, DisinfoLab, ConspiracyWatch, etc. Chasse aux sorcières, maccarthysme, police de la pensée...**

Fichage, flicage, machine à relayer les rumeurs ou fausses informations...

J'avais affirmé il y a déjà quelques années que leur principal objectif était stratégique, à savoir dégoûter, détourner les travailleurs de la politique, donc du mouvement ouvrier, de ses partis, des syndicats, afin qu'ils puissent tranquillement appliquer leur politique ou orienter la société dans une direction précise.

Nombreux sont ceux qui ont interprété les réseaux numériques comme un nouvel espace de liberté (d'expression), alors qu'en réalité ils consacraient l'absence de démocratie dans la société, autrement dit cela a été interprété à l'envers.

Qu'ensuite, ceux qui les avaient conçus s'en servent comme instruments pour manipuler les consciences, allaient être un jeu d'enfant, puisque ceux qui devaient les utiliser n'auraient pas conscience de participer eux-mêmes à l'atomisation, à la dislocation de la démocratie, qui au demeurant est incompatible avec le traitement violent de la phase terminale du capitalisme qui allaient subir.

La supercherie reposait sur chimère, une croyance ou le miracle de la démocratie, consistant à affirmer : un homme ou une femme une voix, sans se soucier le moins du monde de savoir si cette voix correspondait à un niveau de connaissance, d'expérience, de conscience, de sorte que le comble de l'idiotie ou de l'ignorance pourrait rivaliser et l'emporter sur les esprits les plus évolués ou développés, ce qui était d'un grotesque hallucinant, mais sert toujours d'étalon de mesure à nos dirigeants.

Nous, nous sommes conservateurs, nous en sommes restés aux enseignements de la révolution russe de 1917 ou plus largement de la lutte des classes jusqu'à nos jours.

Chaque fois que la classe dominante jeta un os à ronger au peuple, il se jeta dessus avidement, pire il se détourna de ses propres intérêts.

Religion, alcool, sport, crédit, actions en Bourse, jeux, drogue, pornographie, télévision, divertissements en tous genres, Facebook et Twitter, etc. sur fond de guerre, d'offensive contre la classe ouvrière, de corruption du mouvement ouvrier, etc. de censure, maccarthysme, fascisme, totalitarisme...

C'est la combinaison de ces trois types de facteurs en s'attaquant aux différents niveaux de la conscience humaine qui les rend si efficaces ou redoutables. Ils sont d'autant plus difficiles à combattre qu'on a tendance à les traiter séparément. Un peu de la même manière que lorsqu'on étudie séparément la philosophie, l'histoire, l'économie, la politique, la sociologie, l'ethnologie,

l'anthropologie, la psychologie, etc. au final on n'aura rien compris ou presque ou cela s'avèrera totalement inutile.

### **Flagrant délit. Comment ils colportent des fake news à partir d'hypothèses qui n'ont rien d'anodines puisqu'elles reprennent la propagande de l'Otan, Bruxelles...**

**Libération 10 août 2018** - L'affaire Benalla a-t-elle été propulsée sur les réseaux sociaux par des comptes plus ou moins proches de la Russie ? Depuis une semaine, l'hypothèse circule, relayée notamment par des proches du pouvoir. Libération 10 août 2018

En réalité, ils les ont fabriquées.

**LeParisien.fr 10 août 2018** - Benalla, «ingérence russe» et fichage politique : tout comprendre à la polémique.

L'affaire Benalla a-t-elle été gonflée sur les réseaux sociaux par une poignée de comptes hyperactifs et soumis à des influences politiques ou étrangères ?

En plus d'être accusée d'avoir propagé une « fake news », Disinfo Lab se retrouve aussi mise en cause pour avoir « fiché » les utilisateurs de Twitter. LeParisien.fr 10 août 2018

### **Quelques articles sur le même sujet**

- Tous fichés ? Comment Twitter permet le fichage politique de la population - Les Crises 9.août.2018

- L'étude de l'influence russophile sur le Benallagate : d'énormes failles méthodologiques- Les Crises 9.août.2018

- Olivier Berruyer : « On est passé de la russophobie à la russophilophobie » - Les Crises 10.août.2018

### **DisinfoLab, une intox qui fait un flop.**

#### **Qu'est-ce que DisinfoLab ?**

- Une officine liée à l'Union Européenne...

- Une officine liée au puissant think tank Atlantic Council, un des leviers de l'influence américaine dans le monde...

- Parmi ses illustres membres : Henry Kissinger, Wesley Clark, le PDG de Boeing...

- Une officine financée par la fondation Open Society du milliardaire américain George Soros (25 000 \$)...

- Une officine financée par Tweeter (125 000 \$)...

Inutile d'aller plus loin et de perdre son temps, on aura compris qu'il s'agit d'une officine relayant la propagande de l'Otan, des néoconservateurs va-t-en-guerre les plus fanatiques. Une de plus. Quand elles sont grillées ou démasquées, ils en créent d'autres et ainsi de suite, la désinformation ou la fabrique du consentement ne doit jamais cesser...

Evidemment, les agences de presse, les médias institutionnels et l'illusionniste Mélenchon se passeront bien de fournir ces détails compromettant ou suffisamment expressifs pour que les lecteurs se fassent une idée précise de la nature de cette officine de la réaction.

Pourquoi agissent-ils ainsi ? Pour que personne ne puisse se forger une conviction sur la base de faits. Or sans conviction, sans connaître la nature de votre ennemi, pas d'engagement politique, pas de combat politique, vous serez réduits à l'impuissance en présence d'interprétations contradictoires dont vous ne saurez pas quoi trop penser, accordant aux différents acteurs d'avoir à la fois tort et raison, bref, vous ne serez pas plus avancés et c'est bien là le but de la manoeuvre.

Mais pour Mélenchon agit-il comme cela ? Parce qu'il ne tient pas à ce qu'on lui attribue des convictions qu'il n'a pas et qui l'engageraient trop loin, des convictions qui sont finalement en contradiction avec les siennes, même affronter une officine aussi insignifiante est au-dessus de ses moyens, alors le régime, il ne faut pas y penser.

Mélenchon est uniquement un démagogue qui brasse du vent. Il ne peut aborder et analyser à fond aucun sujet, sinon il se démasquerait lui-même.

Il vient de l'illustrer de manière éclatante en polémiquant avec une misérable officine totalement inconnu jusqu'à présent, sans révéler ses liens avec l'UE et des think tank néoconservateurs américains ou encore Soros, ce qui aurait permis immédiatement de saisir ses véritables intentions et de comprendre quel rôle elle était censée jouer, pourquoi elle existait ou pourquoi elle avait été créée.

Au lieu de cela, Mélenchon en a fait une minable affaire personnelle. Pire, il l'a traitée à la manière d'un esprit policier, passant ainsi à côté de l'essentiel, alors que ce coup médiatique devait servir à alimenter la propagande psychologique de guerre de l'Otan contre la Russie. Il n'y a rien d'étonnant à cela, quand on sait que Mélenchon est opposé à la rupture avec l'Otan, avec l'impérialisme américain, on peut ajouter l'UE, l'ONU, etc. quand il ne fait pas l'apologie de l'armée coloniale française !

Le HuffPost nous apprend que Mélenchon sur Twitter n'a même pas osé nommer cette officine, il est vraiment minable ce type-là !

**- "Je ne suis pas un bot russe": Jean-Luc Mélenchon s'emporte contre une ONG qui entend traquer les fake news - Le HuffPost 10.08**

Les répliques du séisme provoqué par l'affaire Benalla ont des conséquences pour le moins inattendues. Dans la soirée du jeudi 9 au vendredi 10 août, Jean-Luc Mélenchon s'est fendu d'un tweet plutôt surprenant, dans lequel il s'en prend, sans la nommer, à l'ONG EU DisinfoLab, auteure d'une étude controversée sur le rôle de comptes Twitter liés à la russosphère en marge de la polémique portant sur les agissements de l'ex-collaborateur d'Emmanuel Macron.

"Eh stupide barbouze ! Je ne suis pas un bot russe. C'est juste moi, Mélenchon, qui tweete contre toi ! Si t'as besoin de me ficher pour t'en rappeler, c'est que tu es encore plus bête que tu en as l'air", s'emporte le leader de la France insoumise, signant son tweet de son numéro de "matricule 14452". (...)

Fin de l'histoire? Pas vraiment. Dans le même temps, plusieurs membres de l'opposition, de la France insoumise aux Républicains, raillaient les cris d'orfraie poussés par la majorité concernant cette prétendue "ingérence russe" et mis en doute le sérieux l'ONG.

Ce faisant, la CNIL a été saisie de "plusieurs plaintes" et a indiqué à l'AFP qu'elle allait mener l'enquête. De son côté, l'ONG s'est défendue en indiquant que "ces données ont été publiées à



dessein de vérification méthodologique", précisant que son activité de recherche consistait à "exporter des données publiques de conversation et de les analyser".

Et d'ajouter: "Nous ne réalisons pas de fichage mais nous comprenons que cela puisse être interprété comme tel, et en sommes profondément désolés".

L'équipe de DisinfoLab a insisté sur son site, jurant que son étude "est fondée sur l'exercice du droit à la liberté d'information et du droit du public à l'information, ce qui constitue un intérêt légitime au regard du RGPD et ne nécessite donc pas de recueillir le consentement des personnes concernées". Le HuffPost 10.08

### **- Le EU DisinfoLab à l'origine d'une intox : l'affaire Benalla, produit de la « russosphère » ? - Les Crises 7 août 2018**

Les Crises. - Après le Brexit, l'élection de Trump, la Catalogne, les fausses informations lors de l'élection de Macron, les armes chimiques en Syrie, la cyberattaque des JO de Pyeongchang, la Vague de Froid de l'hiver dernier, etc, voici aujourd'hui l'ombre russe dans... l'affaire Benalla.

Cette narrative est venue de l'association "EU DisinfoLab", par la voix du cofondateur Nicolas Vanderbiest et de son président Alexandre Alaphilippe.

Nous allons donc présenter cette association, puis ses récents travaux et enfin analyser les réactions de la presse.

Extrait.

Comme on peut le lire sur leur site, cette association a été créée en 2017 à initiative de Nicolas Vanderbiest ("assistant et doctorant dans le département de relations publiques de l'Université Catholique de Louvain où [il] mène une thèse sur les crises de réputation des organisations sur le World Wide Web dans le Laboratoire d'Analyse des Systèmes de Communication des Organisations")

Ce point relatif au renforcement "des efforts européens [...] pour lutter contre la désinformation" mériterait d'être explicité, quant à la proximité de cette structure – qui se fait appeler "ONG" – avec les structures de l'Union Européenne.

Car, sauf erreur, on ne trouve rien sur leur site à propos de son financement.

Grâce à la précieuse équipe d'Arrêts sur Images, on apprend cependant ceci :

La structure serait donc financée exclusivement par... Twitter (sic.) et compte l'UE parmi ses partenaires....

Ils ne cachent cependant pas l'identité de leurs partenaires :

Twitter donc, mais surtout le fameux et très puissant Think tank Atlantic Council, un des leviers de l'influence américaine dans le monde. Je vous laisse observer la liste des membres honoraires du Conseil d'Administration de l'Atlantic Council :

Ce sont juste les administrateurs honoraires – nous vous donnerons bientôt la liste des administrateurs opérationnels (y figurent Henry Kissinger, Wesley Clark, le PDG de Boeing...)

Les 3 compères d'EU DisinfoLab lancent donc des initiatives avec ce "partenaire" :

Le 11 avril 2018 le EU DisinfoLab était partenaire d'une conférence sur la désinformation avec... l'Atlantic Council :

Par ailleurs, le 17 mai, le EU DisinfoLab était partenaire d'une autre conférence organisée par la fondation Open Society de George Soros.

On trouve dans les autres partenaires de EU DisinfoLab les structures officielles de l'Union européenne de "lutte contre la propagande russe", dont EUvsDisinfo – et son obsession régulière envers la Russie. Il est intéressant de noter que face au comportement de ce site, le 6 mars 2018 le parlement néerlandais a voté une résolution (par 109 voix contre 41) demandant la fermeture de ce site (source).

Il y a aussi le think tank tchèque European Values, et son fameux programme Kremlin Watch. Son directeur Jakub Janda a traité le Président tchèque Milos Zeman de "Cheval de Troie russe".

Enfin, nous terminerons ce tour d'horizon des partenaires de EU DisinfoLab avec "Defending Democracy" dont la profession de foi illustre clairement le problème :

La Russie de Vladimir Poutine a lancé une guerre hybride contre l'Occident – une guerre contre la Démocratie, l'État de droit et notre mode de vie. Alors que nos gouvernements ont lentement saisi l'ampleur et l'urgence de la menace, ils n'ont pas encore trouvé une réponse claire et unie.

L'ennemi veut perturber notre société, discréditer nos institutions et miner notre confiance pour que nous nous retournions contre nous-mêmes. (...)

La guerre contre l'Occident est une guerre contre la Vérité. Tout ce qui nous tient à cœur est menacé : notre confiance dans l'État de droit ; notre confiance dans les institutions publiques et les élections équitables ; notre confiance dans le savoir et la science ; notre confiance dans le journalisme et les médias ; et peut-être surtout, notre confiance dans un sens commun de décence et de cohésion sociale. Notre Démocratie est en jeu, et nous devons la défendre.

Défendre la Démocratie est une initiative indépendante et non partisane. Nous travaillons pour une réponse transatlantique plus forte à la guerre hybride du Kremlin contre nos démocraties. (...) Les Crises 7 août 2018

**- Affaire Benalla : aucune preuve d'ingérence russe sur Twitter, selon une étude - Franceinfo 9 août 2018**

Rien ne permet d'affirmer qu'une ingérence russe a amplifié l'affaire Benalla sur Twitter, selon une étude d'une organisation de lutte contre la désinformation publiée mercredi 8 août. Dans cette étude menée du 19 juillet au 3 août, l'ONG DisinfoLab souligne que "plus de 4,5 millions de tweets en français ont été échangés sur ce sujet par plus de 247 701 auteurs différents".

Face à ce volume "exceptionnel", trois fois supérieur à BalanceTonPorc, où 1% des comptes ont publié 47% du contenu, l'ONG a, dans un premier temps, émis début août l'hypothèse d'une ingérence de comptes "pro-Mélenchon", "pro-Rassemblement national" et "russophiles", dont certains seraient tenus par des humains, d'autres par des robots. Plusieurs responsables politiques, dont le porte-parole du gouvernement Benjamin Griveaux, avaient alors appelé à ce que "toute la transparence soit faite sur la diffusion de ce type de message".

Mais les résultats de l'étude nuancent les premières conclusions et relèvent l'absence de preuve d'une tentative d'ingérence organisée, puisqu'il est "impossible de déterminer si une vraie personne se trouve derrière chaque compte, et encore moins d'identifier si un compte est à la



solde d'un réseau de désinformation étranger", notent les auteurs. De plus, seulement "trois personnes utilisaient un système automatique de retweet".

L'étude montre certes "la tendance de comportement d'une minorité de comptes très, très active" et qualifiée de "russophile" pour ses nombreux retweets des médias russes Russia Today et Sputnik, a déclaré à l'AFP Alexandre Alaphilippe, chercheur à DisinfoLab, mais "la raison de ce comportement, nous ne l'avons pas".

Ces conclusions sont renforcées par celles d'une autre étude, menée par un spécialiste de la communication politique en ligne, Damien Liccia. "Il n'y pas d'ingérence russe dans l'affaire Benalla. L'influence des (robots) a été infinitésimale", a-t-il affirmé à l'AFP. Franceinfo 9 août 2018

### **- Est-il vrai que l'ONG DisinfoLab s'est rendue coupable sur Twitter de fichage politique ? - Liberation.fr 10.08**

**Un Internaute.** - "Le terme ONG est une escroquerie sémantique. Le terme anglais indique seulement un truc style "asso à but non lucratif". Grosse différence de sens entre "Asso à but non lucratif" et "organisation non gouvernementale". L'intégralité de ces ONG sont discrédités entre scandales de remplissages de fouilles dans le caritatif, et les collusions manifestes entre beaucoup d'autres et les pires agences gouvernementales d'influence, on peut dire qu'un ONG, c'est soit pourri, soit mercenaire, soit supplétif beurk."

#### **Parole d'Internaute.**

1- Ce soir, je rallume l'ordi et veux me connecter sur Twitter : ils me redemandent mon numéro de téléphone, pour la seconde fois depuis une quinzaine de jours ! Eh bien, non. Il n'y a aucune raison à cela, je tweete depuis chez moi sur mon laptop (pas de smartphone). Je quitte ce réseau, comme j'ai quitté Facebook fin avril. Ça devient malsain.

2- Ah mais je ne prétends pas que mon abstention va faire crever le système. Je suis seulement conséquent avec moi-même, car j'ai quelques principes. Je sais très bien, sans tomber des nues, que tout est surveillé, et je ne suis pas spécialement parano, mais figurer sur un fichier "politique" pour avoir tweeté sur un barbouze élyséen, merci bien, ce n'est pas l'idée que j'ai d'un réseau social.

3- Un jour un camion de nervis viendra s'arrêter en bas de chez vous et vous entendrez les portes enfoncées par ceux qui vous cherchent sur des bases peu fiables pour des motifs débiles par ce qu'ils n'ont pas perçu votre humour passager enregistré pour toujours sur le réseau . . .

Vous ne comprenez toujours pas que le fait de avoir rien à se reprocher ne vous protégera en rien? Le fait d'avoir affaire à des amateurs semi-finis (c'est d'ailleurs souvent une caractéristique des nervis) ne les rends que plus dangereux.

4- Je crois que vous n'avez pas compris.

S'ils envoient le camion de nervis ça ne sera pas grâce à "twitter", mais plutôt grâce à mon voisin.

Ne vous trompez pas quand ils sont venus chercher les juifs, les communistes et les autres, la majorité des gens était plutôt satisfait et si ça ce passait aujourd'hui avec les musulmans, ça serait pareil.

S'ils se basent sur les "twitter", ils auront beaucoup de faux positifs et trop de faux positifs rend les nervis contreproductifs par la révolte des gens. (...)

Pourquoi un truc datant du 1er Mai sort pile poil au moment où le Coup va être réalisé cassant la dynamique...

On n'a pas fini de rire (jaune, puisqu'il faut préciser).

Les 50.000 fichés devraient tous porter plainte, inonder le système de réclamations. Et comprenez moi bien, pas pour obtenir justice (on n'en est plus là) mais pour dérégler, gripper, bloquer, foutre en l'air le truc...

5- Plein de gens sont persuadés que le réseau est "virtuel" et "incontrôlable"... c'est totalement faux ! Internet c'est comme la télé ou la radio : c'est un réseau physique parfaitement contrôlé. Câbles, noeuds, serveurs, alimentation électrique. Espionnage massif des câbles et noeuds, contrôle des fournisseurs d'accès. Toute personne qui a des amis dans des pays "exotiques" ou "non grata", sait que les conversations les plus banales peuvent être interrompues d'une minute sur l'autre pendant plusieurs heures ou plusieurs jours en cas de crise politique. Sans parler de l'alimentation électrique de ce réseau, qui ne tombe pas du ciel.

6- Moralité, il faut s'arrêter de s'ennuyer avec toutes ces applications chronophages et s'occuper de son petit jardin, sa copine, ses enfants, enfin la vraie vie quoi.

7- Moralité, il faut s'arrêter de s'ennuyer avec toutes ces applications chronophages et s'occuper de son petit jardin, sa copine, ses enfants, enfin la vraie vie quoi.

8- Tous les jours, je suis sidéré de constater l'étendue de la bêtise humaine.

Ce petit opportuniste a trouvé un créneau, il en profite et n'est pas près de s'arrêter, puisque ça marche.

Les politiques jouent de Twitter comme s'il s'agissait d'un outil commun de communication.

Les médias nous racontent régulièrement ce qui se passe sur ce réseau social.

Il s'y passe souvent de belles choses qui rassemblent des citoyens innocents.

Il s'y propage aussi de vilaines idées.

L'anonymat permet aux « courageux » d'exprimer des choses dignes des plus bas instincts de l'humanité.

Non, ce n'est pas un outil commun de communication,

C'est le micro trottoir adapté à l'époque d'Internet et à la communication à deux balles qui ne distingue pas le vrai du faux, le sachant du croyant. L'outil facile du faux journaliste.

Tant qu'il y aura des hommes politiques et des journalistes disposés à donner du crédit à Twitter sans conditions, il y aura des Nicolas Vanderbiest qui en profiteront et se feront une réputation en suivant l'air du temps.

Aujourd'hui, l'air du temps, c'est la russophobie, le complotisme ou je ne sais quel mot rebelle reflétant une pensée non conforme. Quand on n'est pas dans la « pensée unique », on est complotiste, c'est le nouveau point Godwin, du maccarthysme à la petite semaine.

Suffit-il de dire :

« C'est la faute aux russes »,

« Nous avons les preuves »,

Non monsieur Macron, non monsieur Ayrault, les preuves, on les attend toujours.

Le fameux « chercheur » Nicolas Vanderbiest « doctorant » ne dupe que ses adeptes. Il faut lire son charabia dans ses pseudo-études pour se rendre compte que tout cela n'a rien de scientifique. C'est un saltimbanque de supermarché, un camelot qui fait son auto-réclame en s'attribuant des titres ronflants plus ou moins usurpés.

Les médias et les politiques ont suivi ses pensées fumeuses démontrant ainsi leur incapacité à juger de la chose vraie, intelligente, utile.

9- C'est bien que la presse remonte un peu l'affaire mais ils ne présentent qu'une partie de l'affaire.

Ils parlent quasiment uniquement du fichage politique.

Et ils ne parlent pas du financement d'une ONG européenne par des intérêts étrangers (conseil atlantique, Soros...) pour faire de la propagande anti-russe.

10 - Vous avez parfaitement compris le principe de la propagande "à l'occidentale" : les faits qui ne peuvent pas être cachés doivent être présentés sous l'angle le moins subversif. C'est ce qu'y a de plus efficace même.

11 - Non seulement EU Disinfo Lab fait machine arrière, dépassée par le fiasco de ses "révélations", mais si vous tapez maintenant "Benalla" sur un moteur de recherche, vous tombez sur des papiers qui évoquent le scandale du flicage effectué par cette officine avec la collaboration de Twitter, les plaintes déposées auprès de la CNIL...

12 - Oui, leur but n'est pas de délivrer des études de qualité, mais de faire des pseudo-études ( qui présentent bien) pour "montrer" que c'est les russes, défendre Macron, etc...

On connaît la musique on a déjà Conspiracywatch de Reichstadt et le Decodex du Monde. C'est de l'enfumage total mais à destination de qui ? La plupart des gens se foutent de ces organismes, ceux qui s'intéressent un peu à la politique leur crachent dessus. Donc à qui cet enfumage est-il destiné ? Les journalistes ?

13- Avec l'affaire EU Disinfo Lab, nous sommes de plain pied dans la nouvelle ère de la Police de la Pensée.

Au delà du "pointage" douteux de prétendus russophiles, cette officine a malheureusement réussi un tour de force au vu de l'ampleur qu'a prise cette affaire.

Chacun sait aujourd'hui qu'il peut être fiché et qui plus est de façon arbitraire et erronée. Quel moyen plus efficace que ce "buzz" pour créer, au sein du peuple, la peur de communiquer et de partager des informations qui ne respectent pas la doxa politico-médiatique ?

14- Le vrai danger, c'est Twitter, c'est le GAFAM, ce sont ces géants américains de l'informatique qui font partie intégrante du complexe militaro-industriel.

15- Aujourd'hui l' "opposition" est moins dans le débat politique, que dans la possibilité du débat et les règles du débat, car tous deux sont les bases, le terrain de ce débat et sont fortement

compromis. Liberté de s'informer, existence d'une information (non news, non enquêtes), information plurielle, liberté d'expression, et capacité à traiter l'information (éducation = machine à fabriquer des veaux ?) c'est bien là problème aujourd'hui.

En complément. Sur Google.

1- Le gouvernement américain est le suzerain de Google à qui il a concédé une part importante du domaine public.

Comme dans toute bonne structure féodale, la puissance publique délègue une part importante de sa puissance à ses vassaux, juridiquement indépendants, à qui elle confère le droit d'en tirer profit autant qu'ils le souhaitent pourvu qu'ils le fassent dans un sens favorable au suzerain – c.a.d. en lui faisant allégeance.

2- Pour que Google ait pu être sciemment créé par la CIA, il aurait fallu qu'il existe des penseurs capables d'imaginer et d'anticiper précisément ce que Google est devenu des décennies plus tard. Les esprits visionnaires de cet ordre sont extrêmement rares.

Personne n'a pu concevoir exactement ce que Google est devenu aujourd'hui.

En revanche, Google est exactement le produit de ce que préconisaient les théoriciens de la cybernétique dans les années 40-50, dont la CIA a été l'une des institutions chargées de l'application.

3- Google ne repose que sur des algorithmes (1) + des positions (2) monopolistiques acquises parfois par l'ingéniosité + du dumping (2), (positions très similaires à Gould Fisk ou Rockefeller dans le rail) enfin (3) avec des loopholes sur la vie privée des utilisateurs

(1) ce point est l'objet de l'article

(2) qui octroie ou laisse faire des monopoles?

(3) qui ne légifère pas?

J'ajouterais (4) l'exonération de taxes: qui ne fait rien payer en impôts aux GAFAs depuis le début ? Et qui donc les financent directement de sorte qu'ils sont en cheville avec eux: l'Europe de Bruxelles

La question n'est pas tant qui a fait directement mais qui a laissé faire. Par exemple si vous avez la responsabilité de la police en France et que vous fermez les yeux sur le trafic de drogue alors vous êtes dealer

### **Leur humanisme est la politesse des salauds...**

- Frappes aériennes au Yémen : des dizaines de morts, dont une trentaine d'enfants - LeParisien.fr 09.08

- L'Onu veut une enquête fiable sur la frappe aérienne au Yémen - Reuters 10.08

Et pendant ce temps-là Américains et Français continuent de livrer des armes à l'Arabie saoudite avec la bénédiction de l'ONU...

## **INFOS EN BREF**

### **POLITIQUE**

#### **1- Syrie**

1.1- Comment Poutine et Trump mettent fin à la guerre contre la Syrie - Réseau Voltaire 7 août 2018

La presse occidentale continue à soutenir les élites financières transnationales et à tenter de déconsidérer l'action du président Trump. Cette attitude rend difficilement compréhensibles les progrès entrepris vers la paix en Syrie. Thierry Meyssan revient sur les accords conclus au cours des cinq derniers mois et les avancées rapides sur le terrain.

par Thierry Meyssan

C'est avec prudence et détermination que la Fédération de Russie et le président Trump mettent définitivement fin à la domination du monde par des intérêts transnationaux.

Convaincu que l'équilibre des puissances ne dépend pas de leurs capacités économiques, mais militaires, le président Poutine a certes restauré le niveau de vie de ses concitoyens, mais il a développé l'Armée rouge avant de les enrichir. Le 1er mars, il révélait au monde les principales armes de son arsenal et le début de son programme de développement économique. (Il s'est aussi attaqué aux retraites des travailleurs russes... - LVOG)

Dans les jours qui suivirent, la guerre se concentra sur la Ghouta orientale. Le chef d'état-major russe, le général Valeri Guérassimov, téléphona à son homologue US, le général Joseph Dunford. Il lui annonça qu'en cas d'intervention militaire US, les forces russes cibleraient les 53 navires US de la Méditerranée et du Golfe, y compris leurs 3 portes-avions à propulsion nucléaire. Surtout, il lui enjoignit d'informer le président Trump des nouvelles capacités militaires de son pays.

En définitive, les États-Unis laissèrent l'Armée arabe syrienne et quelques fantassins russes libérer la Ghouta des jihadistes qui l'occupaient.

Seul le Royaume-Uni tenta d'anticiper les événements en organisant l'« affaire Skripal » : si l'ordre mondial actuel s'effondre, il faut rétablir la rhétorique de la Guerre froide opposants les gentils cow-boys et les méchants ours russes.

En juin, lorsque l'Armée arabe syrienne, soutenue par l'aviation russe, se déplaçait vers le Sud du pays, l'ambassade US en Jordanie prévenait les jihadistes que, désormais, ils devraient se défendre seuls, sans aide ni soutien du Pentagone et de la CIA.

Le 16 juillet à Helsinki, les présidents Poutine et Trump allaient beaucoup plus loin. Ils abordaient la question de la reconstruction, c'est-à-dire des dommages de guerre. Donald Trump, nous l'avons souvent écrit ici depuis deux ans, est opposé à l'idéologie puritaine, au capitalisme financier et à l'impérialisme qui en découle. Il estime à juste titre que son pays n'a pas à endosser les conséquences des crimes de ses prédécesseurs dont son peuple a lui aussi été victime. Il affirme que ces crimes ont été commis à l'instigation, et au profit, des élites financières transnationales. Il considère donc que c'est à elles de payer, même si personne ne sait précisément comment les y contraindre.

Les deux présidents sont également convenus de faciliter le retour des réfugiés. Ce faisant, Donald Trump a renversé la rhétorique de son prédécesseur selon laquelle ils fuyaient la « répression de la dictature » et non pas l'invasion des jihadistes.

Alors que dans le Sud du pays, les jihadistes fuyaient à leur tour devant les forces syriennes et russes, et que quelques unités désespérées de Daesh commettaient des atrocités inimaginables, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergeï Lavrov, et le chef d'état-major russe, Valeri Guérassimov, entreprenaient une tournée européenne et moyen-orientale.

Ils étaient reçus le plus discrètement possible dans l'Union européenne. En effet, selon le discours occidental le général Guérassimov est un conquérant qui a envahi et annexé la Crimée. Il est donc interdit d'accès dans l'Union, défenseuse auto-proclamée de « l'état de droit ». Malheureusement comme il était trop tard pour retirer son nom de la liste des sanctions, l'Union décida de fermer les yeux sur ses grands principes et de laisser exceptionnellement entrer le héros de la réunification de la Crimée et de la Russie. La honte qui saisit les dirigeants ouest-européens face à leur hypocrisie explique l'absence de photographies officielles des audiences accordées à la délégation russe.

À chacun de ses interlocuteurs, la délégation russe résuma quelques décisions du sommet d'Helsinki. Faisant preuve de sagesse, elle s'abstint de demander des comptes sur le rôle de chaque État durant la guerre et les appela au contraire à aider à sa fin : retrait des forces spéciales, arrêt de la guerre secrète, suppression de l'aide aux jihadistes, retour des réfugiés, réouverture des ambassades. Elle affirma notamment que chacun pourrait participer à la reconstruction sans exclusive.

Sitôt la délégation partie, la chancelière Angela Merkel et le président Emmanuel Macron firent ingénument interroger le Pentagone pour savoir s'il était vrai que le président Donald Trump comptait faire payer certaines compagnies transnationales (KKR, Lafarge, etc.) —juste pour semer le trouble outre-Atlantique—. Cette attitude du président Macron, ancien cadre bancaire, est d'autant plus déplorable qu'il avait tenu à symboliser sa bonne foi en offrant 44 tonnes d'aide humanitaire à la population syrienne, transmises par l'armée russe.

Au Moyen-Orient, le voyage de la délégation russe fut plus couvert par les médias. Lavrov et Guérassimov purent annoncer la création de cinq commissions pour le retour des réfugiés. Chacune, en Égypte, au Liban, en Turquie, en Iraq et en Jordanie, comprend des représentants de l'État hôte et des délégués russes et syriens. Personne n'a osé poser la question qui fâche : pourquoi une telle commission n'a-t-elle pas été constituée avec l'Union européenne ?

Concernant la réouverture des ambassades, les Émirats arabes unis ont pris les « Occidentaux » et leurs alliés de court en négociant la réouverture de la leur.

Restait la préoccupation des Israéliens d'obtenir le départ de Syrie des conseillers militaires iraniens et des milices pro-iraniennes, dont le Hezbollah. Le Premier ministre Benjamin Netanyahu a multiplié les allers-retours à Moscou et Sotchi pour plaider sa cause. On se souvient que Guérassimov avait ironisé sur le culot des vaincus israéliens exigeant le départ des vainqueurs iraniens. Lavrov, quant à lui, s'était diplomatiquement retranché derrière un refus de principe de ne pas s'ingérer dans la souveraineté syrienne.

La Russie a résolu le problème : la police militaire russe a réinstallé les forces de l'Onu le long de la ligne de démarcation syro-israélienne, dont elles avaient été chassées il y a quatre ans. Durant toute cette période, elles avaient été remplacées par Al-Qaïda, soutenu par Tsahal. La Russie a en outre installé en arrière de la ligne de démarcation, en territoire syrien, huit postes d'observation militaire. De la sorte, Moscou peut à la fois garantir à l'Onu et à la Syrie que les jihadistes ne reviendront pas et à Israël que l'Iran ne l'attaquera pas depuis la Syrie.



Israël, qui jusqu'ici misait sur la défaite de la République arabe syrienne et qualifiait son président de « boucher », a subitement admis par la voix de son ministre de la Défense, Avigdor Liberman, que la Syrie sortait vainqueur du conflit et que le président el-Assad était son chef légitime. Pour manifester sa bonne volonté, Liberman a fait bombarder un groupe de Daesh que jusqu'ici il soutenait en sous-main.

Petit à petit, la Fédération de Russie et la Maison-Blanche remettent de l'ordre dans les relations internationales et convainquent divers protagonistes de se retirer de la guerre, voire de postuler pour la reconstruction. De son côté, l'Armée arabe syrienne poursuit la libération de son territoire. Il reste au président Trump à parvenir à retirer ses troupes du Sud (Al-Tanf) et du Nord du pays (Est de l'Euphrate) et au président Erdogan à abandonner à leur sort les jihadistes réfugiés au Nord-Ouest (Idleb). Réseau Voltaire 7 août 2018

### **En complément**

- «A la Maison Blanche, on pense que le Congrès saborde la politique de Trump» - Liberation.fr 09.08

Mercredi, le Congrès américain a voté de nouvelles sanctions économiques contre la Russie, qu'il juge responsable de l'empoisonnement au Novitchok de l'ancien...Liberation.fr 09.08

- "Fahrenheit 11/9" : Michael Moore nous explique pourquoi il veut faire tomber Donald Trump avec son nouveau documentaire - Le HuffPost 09.08

1.2- Qui paiera 388 milliards de dollars de dommages de guerre pour la Syrie ? - Réseau Voltaire 8 août 2018

Lors d'un séminaire qui s'est tenu à Beyrouth les 7 et 8 août 2018, la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (ESCWA) des Nations unies a estimé les dommages de guerre pour la Syrie à au moins 388 milliards de dollars.

La Commission présentera son rapport Syria, 7 years at war (La Syrie, 7 ans en guerre) dans la prochaines semaines.

Le président états-unien, Donald Trump, considère qu'il s'agit d'une guerre d'agression et qu'elle a été organisée par des intérêts financiers transnationaux (KKR, Toyota, Lafarge etc.). Ce serait donc à eux et aux États qui les ont aidés de payer cette somme. Réseau Voltaire 8 août 2018

1.3- Le PKK turc poursuit la kurdisation forcée du Nord de la Syrie - Réseau Voltaire 10 août 2018

Tout en négociant leur réintégration dans la République arabe syrienne, les Kurdes du PYD poursuivent leur politique de kurdisation forcée du Nord du pays (« Rojava »).

Le PYD, branche syrienne du PKK turc, a tenté de créer un État indépendant au Nord de la Syrie avec l'aide militaire des États-Unis, de la France et d'Israël. Comme ils étaient arrivés sur ces terres dans les années 1980 en tant que réfugiés politiques, ils ont entrepris une politique de kurdisation forcée des populations arabes et chrétiennes. Celle-ci comprenait des expropriations sans compensation, la conscription obligatoire des jeunes pour les enrôler dans leur milice pro-US, et l'imposition d'un nouveau curriculum scolaire correspondant à l'idéologie du PKK et dispensé en langue kurde.

Le 7 août 2018, le PKK turc vient ainsi de fermer l'école chrétienne assyrienne de Derbiseye (Syrie), coupable de refuser ce programme, malgré les objurgations de l'évêque assyrien d'Hasaké, Mgr. Maurice Amsih. Réseau Voltaire 10 août 2018

## **2- Etats-Unis/Russie**

2.1- Empoisonnement au Novitchok: Washington annonce des sanctions contre la Russie - AFP 09.08

Les Etats-Unis ont annoncé mercredi leur intention d'imposer de nouvelles sanctions économiques à la Russie, après avoir déterminé que Moscou était derrière l'attaque à l'agent Novitchok au Royaume-Uni.

Après l'empoisonnement début mars à Salisbury de l'ex-agent double russe Sergueï Skripal et de sa fille Ioulia, "les Etats-Unis ont déterminé le 6 août (...) que le gouvernement russe avait utilisé des armes chimiques ou biologiques en violation des lois internationales", a indiqué la porte-parole du département d'Etat, Heather Nauert, dans un communiqué.

Conformément à la loi américaine sur les armes chimiques, cela entraîne l'imposition de sanctions économiques qui, si le Congrès ne s'y oppose pas d'ici là, entreront en vigueur le 22 août, a-t-elle ajouté.

"Nous avons toujours dit très clairement que nous étions d'accord avec la conclusion qu'il s'agissait de l'agent Novitchok et que le coupable était en fin de compte la Fédération de Russie", a déclaré mercredi à la presse un haut responsable du département d'Etat.

Les sanctions envisagées, qui portent sur l'exportation de certains produits technologiques, comme des appareils ou de l'équipement électroniques, pourraient coûter "des centaines de millions de dollars" à l'économie russe, a indiqué un autre haut responsable américain ayant requis l'anonymat.

A partir du moment où les sanctions entreront en vigueur, la Russie aura 90 jours pour déclarer qu'elle n'utilise plus d'armes chimiques ou biologiques, s'engager à ne plus le faire à l'avenir et permettre des inspections pour s'assurer de leur élimination, a-t-il ajouté.

En cas de non respect de ces exigences, une deuxième salve de sanctions "draconiennes" serait décrétée, a poursuivi le haut responsable américain, notant qu'elles pourraient aller jusqu'à interdire les aéroports américains aux compagnies aériennes russes ou même suspendre les relations diplomatiques entre les deux pays.

2.2- Le Royaume-Uni a salué les nouvelles mesures de ses alliés américains, comme l'a appris Sputnik au 10 Downing - Street. sputniknews.com 09.08

La Russie a toujours démenti les allégations de Londres. Début avril, les chercheurs du laboratoire britannique de Porton Down avaient reconnu ne pas être en mesure d'établir le pays d'où provenait l'agent innervant utilisé dans cette tentative d'assassinat. Le gouvernement russe a à plusieurs reprises demandé à Londres de lui permettre de participer à cette enquête. sputniknews.com 09.08

### **En complément**

- «A la Maison Blanche, on pense que le Congrès saborde la politique de Trump» - Liberation.fr 09.08

Mercredi, le Congrès américain a voté de nouvelles sanctions économiques contre la Russie, qu'il juge responsable de l'empoisonnement au Novitchok de l'ancien...Liberation.fr 09.08

- "Fahrenheit 11/9" : Michael Moore nous explique pourquoi il veut faire tomber Donald Trump avec son nouveau documentaire - Le HuffPost 09.08

### **3- Inde**

Une incroyable histoire indienne. Arnaque sur fond de corruption.

- L'achat de Rafale français par l'Inde se retrouve au cœur d'un scandale - sputniknews.com 09.08

Un scandale a éclaté en Inde concernant l'achat par le pays de 36 avions de chasse français Rafale. Des représentants du Bharatiya Janata Party ont accusé le gouvernement «d'abus de pouvoir» en affirmant qu'un appareil coûtait aujourd'hui le double de ce qui avait été prévu initialement.

L'Inde est en proie à un scandale concernant l'achat par le pays de 36 Rafale: des représentants du Bharatiya Janata Party, au pouvoir, ont affirmé qu'il y avait eu corruption. Ils ont fait cette déclaration lors d'une conférence de presse qui s'est déroulée notamment en présence de l'avocat Prashant Bhushan, de l'ancien ministre des Communications et des Technologies informatiques Arun Shourie et de l'ex-ministre indien des Finances, Yashwant Sinha.

Selon Business Line, supplément au journal indien The Hindu, ils ont qualifié le contrat sur l'achat des chasseurs de Dassault Rafale de «plus grosse arnaque de l'histoire en matière de défense». Ils sont certains que l'achat de ces 36 Rafale n'est qu'un «exemple d'abus de pouvoir par le gouvernement».

La pierre d'achoppement est le prix des avions. En effet, les participants à la conférence de presse ont noté que le coût total des 36 appareils pour l'Inde se montait à quelque 600 milliards de roupies (7,56 milliards d'euros), soit environ 210 millions d'euros l'avion. Ce qui, d'après eux, est le double de la somme annoncée initialement dans la compétition Medium Multi-Role Combat Aircraft (MMRCA).

Ils ont affirmé qu'un préjudice particulièrement important avait été porté à la sécurité nationale. En effet, les forces aériennes indiennes avaient besoin de 126 avions, mais le pays ne pourra s'offrir que 36 Rafale qui ne pourront être livrés qu'en 2022 au plus tôt.

Le gouvernement indien a approuvé en 2016 l'achat de 36 avions de chasse du constructeur français. Ce contrat, aboutissement de presque un an et demi de rudes négociations entre Paris et New Delhi, représentait la plus grosse commande à l'exportation pour les Rafale du constructeur Dassault. sputniknews.com 09.08

### **4- Malaisie**

- Mahathir Mohamad libère la Malaisie de l'influence saoudienne - Réseau Voltaire 8 août 2018

Le nouveau Premier ministre malais, Mahathir Mohamad, a retiré les troupes de son pays de la Coalition conduite par l'Arabie saoudite au Yémen.

Il vient également de fermer le Centre pour la paix internationale du roi Salman (KSCIP) à Kuala Lumpur et de transférer ses prérogatives à l'Institut malais de défense et de sécurité.

Présenté comme un dictateur en retraite par la presse occidentale, Mahathir Mohamad a été réélu triomphalement à 93 ans à la tête d'une alliance électorale comprenant ses anciens opposants. Il a immédiatement lancé une vaste opération anti-corruption qui a permis de découvrir les détournements de fonds ahurissants de son prédécesseur, Najib Razak, et les cadeaux qu'il avait

reçus [1]. Il coupe aujourd'hui tous les ponts avec le royaume wahhabite saoudien. Réseau Voltaire 8 août 2018

[1] « Le Premier ministre malais a reçu 681 millions de dollars du roi Salmane », Réseau Voltaire, 15 avril 2016.

## 5- Venezuela

- Venezuela: le pouvoir s'attaque au chef de l'opposition en exil - AFP 9 août 2018

La Cour suprême vénézuélienne a ordonné mercredi l'arrestation de Julio Borges, ex-président du Parlement en exil, et lancé la procédure pour le juger, en pleine offensive du pouvoir contre l'opposition que le président Nicolas Maduro accuse d'avoir voulu l'assassiner.

La Cour s'est aussi déclaré favorable à des "poursuites" contre le député Juan Requesens, 29 ans, qui a milité avec Julio Borges dans le parti d'opposition Primero Justicia (la Justice d'abord). Il a été arrêté mardi dans un lieu de détention

Il est également impliqué par M. Maduro dans la "tentative de magnicide", c'est-à-dire d'assassinat d'une personnalité de haut rang, selon les termes du procureur Tarek William Saab.

L'attaque à l'aide de drones chargés d'explosif avait pour but d'attenter, selon le gouvernement, à la vie du chef de l'Etat lors d'un défilé militaire à Caracas samedi.

Selon le procureur, 19 personnes au total sont "directement liées" à cet attentat qui, selon le gouvernement, a été organisé à partir d'une ferme à Chinacota, en Colombie, par des personnes qui ont reçu 50 millions de dollars.

Le procureur a notamment cité deux "financiers" supposés de l'attaque, Rayder Ruso Marquez et un colonel à la retraite, Oswaldo Valentin Garcia, actuellement en Colombie, ainsi qu'une troisième personne, Osman Delgado Tabosky, dont il a demandé l'extradition auprès des Etats-Unis.

"C'est le moment pour les pays de la région qui sont confrontés aux migrations, qui souffrent des migrations de condamner Maduro et de lui dire qu'il est temps pour lui de partir", a déclaré l'ambassadrice des Etats-Unis à l'ONU, Nikki Haley, en visite à la frontière entre la Colombie et le Venezuela. AFP 9 août 2018

---

## SOCIAL ET SOCIÉTÉ

### Italie

- Colère des ouvriers agricoles africains dans les champs de tomates italiens - LeParisien.fr 9 août 2018

Le cœur lourd et l'âme endeuillée, des centaines d'ouvriers agricoles, essentiellement africains, ont crié leur colère devant la préfecture de Foggia, après la mort de seize des leurs ce week-end.

Délaissant mercredi les champs de tomates du Sud de l'Italie, ces manifestants ont marché pendant trois heures sur les petites routes défoncées de la région pour gagner Foggia, où d'autres les ont rejoints devant la préfecture.

« Plus jamais des esclaves », ont-ils scandé en parcourant la plaine de Foggia, dans les Pouilles, où des milliers d'ouvriers agricoles africains mais aussi polonais, bulgares ou roumains passent l'été à ramasser les tomates sous un soleil de plomb.

### Des salaires anormalement bas

Bien qu'ils soient quasiment tous en situation régulière - avec un permis de séjour ou une demande d'asile en cours d'examen -, les ramasseurs de tomates bénéficient rarement des conditions de travail et de rémunération requises par la loi.

« Je travaille 8 à 10 heures par jour pour 30 €, avec seulement 30 minutes de pause à midi, et je dois encore verser 5 € chaque jour pour le transport », a dénoncé un Malien de 22 ans, dont la rémunération apparaît dans la moyenne des témoignages recueillis par l'AFP et par des associations.

En principe, le salaire minimum dans l'agriculture italienne s'élève à 48 € brut pour des journées de 7 heures maximum.

### Une dénonciation des conditions de transports des ouvriers agricoles

Si les étés derniers ont été marqués par la mort de plusieurs ouvriers agricoles italiens ou étrangers dans les champs, cette semaine c'est la question du transport qui a fait les gros titres.

Samedi puis lundi, deux fourgonnettes qui ramenaient des ouvriers agricoles à la fin de la journée sont entrées en collision frontale avec des camions de tomates. Des accidents ayant coûté la vie à 16 ouvriers et fait 4 blessés graves, tous originaires d'Afrique.

La Coldiretti, le principal syndicat agricole, a pour sa part dénoncé les pressions du marché, expliquant que dans une bouteille de coulis de tomates vendue 1,30 euro dans les supermarchés italiens, la tomate représentait 8 % du prix, contre 10 % pour la bouteille, 18 % pour le traitement industriel et 53 % pour la distribution. (Les distributeurs sont des racketteurs, leur statut tient effectivement de la mafia, y compris en France. - LVOG)

Mardi, le ministre de l'Intérieur, Matteo Salvini, venu rencontrer les autorités et des représentants des ouvriers agricoles, a promis une multiplication des contrôles. Il a également pointé la responsabilité de la mafia dans le malheur des ouvriers agricoles. « C'est un problème de mafia. Dans la province de Foggia, il y a une criminalité mafieuse que j'ai l'intention d'éradiquer rue par rue, village par village, par tous les moyens légaux », a-t-il prévenu.

De son côté, le procureur de Foggia, Ludovico Vaccaro, a confirmé à la presse que les enquêtes autour de la main-d'œuvre agricole révélaient « parfois une gestion par des groupes mafieux « mais qu'il n'y avait » pour l'instant pas d'élément allant dans ce sens » dans l'enquête sur les deux accidents mortels. LeParisien.fr 9 août 2018

## États-Unis

- États-Unis : les médicaments opioïdes première cause de mortalité - LePoint.fr 10 août 2018

Devant les armes à feu. Devant les accidents de la route. La première cause de mortalité aux États-Unis est en réalité l'overdose causée par les opioïdes. Des médicaments particulièrement forts, dérivés de l'opium. Ils ont bénéficié dans les années 80 et 90 d'un intense lobby de la part de l'industrie pharmaceutique américaine, accusée aujourd'hui d'avoir banalisé des traitements particulièrement lourds. Extrêmement addictifs, ils sont d'ailleurs toujours régulièrement prescrits sur ordonnance aux Américains.

Les statistiques ont de quoi faire froid dans le dos. En 2016, révèle le Figaro, 64 000 personnes ont perdu la vie après avoir pris de trop fortes doses de ces médicaments. Cela représente 175 morts par jour. Près de 11 millions de personnes souffriraient d'addiction désormais. LePoint.fr 10 août 2018

Quand des assassins de masse (les trusts pharmaceutiques) font la loi.

Que les faibles, les malades, les handicapés, les miséreux crèvent ! Dommage qu'on ne puisse pas ajouter à tous ces déchets les quelques 93 millions de chômeurs, et pendant qu'on y est tous les Noirs, hispanos, descendants des Peaux-Rouges, camés, détraqués...